

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/CHN/1
26 septembre 2002

(02-5173)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES à la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 24 septembre 2002.

Il convient de noter qu'en ce qui concerne les subventions, le mécanisme d'examen transitoire comprend aussi l'examen des mesures de contrôle des prix et de la politique de fixation des prix des entreprises d'État (Annexe 1A, 4b du Protocole d'accession¹). Nous n'avons pas de questions pour l'instant (notamment parce qu'aucun renseignement n'a été notifié en la matière par la République populaire de Chine), mais les CE se réservent le droit de poser des questions sur ces points prochainement.

- La République populaire de Chine peut-elle fournir une mise à jour de la liste de subventions reproduite à l'Annexe 5A du Protocole d'accession?
- En ce qui concerne les subventions à l'exportation ou au remplacement des importations (article 3.1 a) et b) de l'Accord SMC) figurant à l'Annexe 5B du Protocole d'accession, la République populaire de Chine pourrait-elle indiquer le fondement juridique de la suppression de chacun des programmes visés?
- En ce qui concerne les 24 programmes de subventions déjà mentionnés à l'Annexe 5A du Protocole d'accession, la République populaire de Chine pourrait-elle indiquer combien d'entreprises d'État bénéficient de subventions du gouvernement central ou des gouvernements locaux?

¹ Protocole d'accession de la République populaire de Chine, WT/ACC/CHN/49.